



RAPPORT DE L'ATELIER DE FORMATION

2.2.7 – 2.2.9 Renforcer les capacités du secteur public à mobiliser des investissements de dépollution et la participation du secteur privé

3-5 Juillet 2013

**Locaux de la Banque européenne d'investissement
Luxembourg**

Module de travail SWIM-SM 2/Activités 2.2.7 et 2.2.9

Version	Titre du document	Auteur	Révision et validation
1	Renforcer la capacité du secteur public à mobiliser des investissements de dépollution et la participation du secteur privé	Charbel Rizk	Hosny KHORDAGUI, Stavros DAMIANIDIS et Vangelis KONSTANTIANOS



TABLE DES MATIÈRES

TOC



1 LISTE DES ABREVIATIONS & ACRONYMES

CE	Commission Européenne
BEI	Banque européenne d'investissement
FEMIP	Facilité euro-méditerranéenne d'investissement et de partenariat
GWP	Partenariat mondial pour l'eau- Méditerranée
IFI	Institutions financières internationales
OCDE	Organisation de coopération et de développement économiques
PP	Pays partenaires
PFI	Projet d'initiative de financement
PSP	Participation du secteur privé
SWIM-SM	Gestion Intégrée Durable de l'Eau-Mécanisme de Soutien
MeHSIP-PPIF	Programme d'investissement pour l'élimination des principales sources de pollution en Méditerranée- Mécanisme de préparation et de mise en œuvre des projets
UfM	Union pour la Méditerranée
WP	Module de travail



2 RESUME

Bien que tous les pays partenaires SWIM aient mobilisé des investissements de dépollution via les IFI et le secteur privé dans différents domaines et sous différentes formes, les secteurs public et privé nécessiteront toujours d'un soutien pour mobiliser les ressources destinées à la construction d'infrastructures générales pour l'eau et la dépollution en particulier. L'objectif de cette activité, organisée en partenariat avec le MeHSIP-PPIF, a été de développer les capacités des Pays partenaires à mobiliser des ressources à investir dans des infrastructures de dépollution grâce aux IFI et aux partenariats avec le secteur privé.

Les résultats attendus ont été les suivants:

1. Renforcement des capacités des participants de Pays partenaires SWIM dans la mobilisation de ressources pour des projets de dépollution à travers les IFI et le PSP
2. Échange d'expériences entre Pays par le biais de discussions et d'études de cas
3. Dialogue sur la mobilisation des ressources et des investissements entre le secteur public, le secteur privé, les projets, les organismes représentés.

Les participants ont d'abord pu découvrir le MeHSIP-PPIF et SWIM-SM puis ont parcouru les différentes phases de préparation d'un projet de l'eau financé par les Institutions financières internationales (IFIs). Les intervenants ont insisté sur l'importance d'effectuer des études de faisabilité intégrales ainsi qu'une évaluation de l'impact du projet au niveau environnemental et social, éléments essentiels s'il en est pour qu'il attire des investissements. Le recouvrement des coûts dépend du Pays et les 3T (tarifs, taxes et transferts) destinée à combler le déficit financier, devront être progressivement adaptés selon les divers contextes socio-politiques. Les données techniques et un engagement social préalable sont indispensables au succès du projet et pour éviter des retards lors de la construction. Une analyse attentive des aspects techniques du projet peut améliorer l'efficacité de la performance et réduire le capital ainsi que les frais de fonctionnement et de maintenance. L'expérience a été présentée à l'occasion d'études de cas des Pays lors du premier jour.

Les PSP ont été étudiés les deuxième et troisième jours. Le SWIM-SM et l'OCDE ont clairement indiqué que les PPP constituent une solution au niveau des infrastructures de dépollution mais qu'ils ne sont pas la seule solution possible/disponible.

Comme le montrent les dialogues politiques menés par l'OCDE, le choix d'une structure publique adaptée aux PPP comme les unités PPP ou les régulateurs, dépend étroitement du contexte et du Pays. Des structures différentes ont donné des niveaux de succès différents. Les évaluations PSP entreprises par le GWP-MED, l'OCDE et le projet labellisé UpM sur la mise en œuvre de la gouvernance et du financement par les mêmes organisations offriront aux Pays les bases des cadres institutionnels et juridiques pour les PPP dans le Pays et soutiendront le dialogue entre les parties prenantes régionales et nationales.

Préparer des projets pour le financement des PPP nécessite des conseillers expérimentés qui conseillent les secteurs public et privé et les aident à élaborer de bons contrats. Les contrats doivent être adaptés au contexte. Des modèles peuvent être utilisés pour référence mais ils seront adaptés aux conditions locales. Le rôle du secteur privé dans un PPP est d'améliorer la performance. En conséquence, les contrats entre les secteurs privé et public devraient passer de « contrats de moyens » à des « contrats de résultats ». Une bonne durée pour un contrat est estimée à 15-20 ans.

Le succès des PPP dépend de:

1. Un environnement favorable



2. Renforcement des capacités
3. Viabilité financière à long terme
4. Développement de mécanismes de responsabilité

Les critères de base pour un projet PPP bancable sont un environnement favorable, un secteur public fiable, un secteur privé expérimenté, un contrat clair et flexible, un financement intelligent. Le modèle de financement aidera les pays à établir à évaluer le montant du projet.

Les risques et la répartition des risques sont un facteur déterminant lorsque le secteur privé entre dans un partenariat PP SWIM. La répartition des risques influence, en effet, le type de PPP. Parmi la multitude de parties prenantes impliquées dans les PSP, le secteur de l'assurance locale, qui peut offrir une couverture des risques, n'est pas suffisamment impliquée.

Les participants ont noté la pertinence du sujet de l'atelier et particulièrement des composants PSPS et ont demandé une présence plus importante du secteur privé. Des clés USB contenant le matériel de l'atelier leur ont été fournies, avec un outil sous format excel pour aider les Pays à réaliser une rapide évaluation préliminaire de la faisabilité et du financement du projet.

3 CONTEXTE, OBJECTIFS DE L'ATELIER

3.1 INTRODUCTION

La gestion intégrée durable de l'eau-Mécanisme de soutien (SWIM-SM) est un projet régional d'assistance technique financée par la Commission européenne (CE) auquel participe les Pays partenaires suivants (PP): Algérie, Égypte, Israël, Jordanie, Liban, Libye, Maroc, Syrie¹ et Tunisie. Le projet vise à promouvoir activement une large diffusion des politiques et des pratiques de gestion durable de l'eau dans la région, dans un contexte de pénurie d'eau croissante associée à la pression exercée sur les ressources en eau par un large éventail d'utilisateurs et à la désertification, liées aux changements climatiques.

Sous le pilier 1 intitulé "Eau non conventionnelle" et dans le cadre du module de travail 2 (WP2) – « Activités pour le renforcement des capacités » - et plus particulièrement à travers les activités 2.2.7 et l'activité 2.2.9, le projet SWIM-SM vise à développer les capacités des PP SWIM à mobiliser des ressources pour les projets de dépollution IFI et de participation du secteur privé (PSP).

Dans cet objectif et en partenariat avec le MeHSIP-PPIF² le projet SWIM-SM a organisé un atelier de formation intitulé: « **Renforcer les capacités du secteur public à mobiliser des investissements pour la dépollution et la participation du secteur privé** » du 3-5 juillet 2013 à la **Banque européenne d'investissement (BEI) au Luxembourg**.

Le sujet de l'atelier s'est attaché à identifier les questions prioritaires et à évaluer les besoins pris en charge par le MeHSIP-PPIF et SWIM-SM concernant les projets de dépollution. Ce qui est en ligne avec le travail réalisé dans la région par divers organismes comme GWP-MED, OCDE et UpM, sur le financement et le PSP. Au delà des aspects techniques et thématiques, l'atelier entendait aussi constituer un lieu d'échange d'expériences et de dialogues entre les différentes parties prenantes. Les exposés techniques des experts du SWIM-SM, du MeHSIP, de l'OCDE et de la BEI ont été suivies

¹ Au printemps 2012 la coopération avec la Syrie est temporairement suspendue jusqu'à nouvel ordre de l'UE

² Préparation du projet et mise en œuvre des projets pour les Pays du sud-est de la Méditerranée



par des discussions et complétées par la présentation d'études de cas par les experts eux-mêmes et les représentants des Pays.

20 participants des PP SWIM: Algérie, Israël, Liban, Palestine, Maroc et Tunisie ont participé à l'atelier de formation. Ils représentaient le secteur public et privé.

3.2 OBJECTIFS ET RESULTATS ATTEINTS

Bien que tous les pays partenaires SWIM aient mobilisé des investissements de dépollution via les IFI et le secteur privé dans une mesure et des formes différentes, les secteurs public et privé nécessiteront toujours d'un soutien pour mobiliser des ressources destinées à construire l'infrastructure de l'eau en général et de la dépollution en particulier. L'objectif de cette activité a été de développer les capacités des pays partenaires à mobiliser des ressources pour la construction de l'infrastructure de dépollution à travers les IFI et des partenariats avec le secteur privé. Engager un dialogue entre les différentes parties prenantes, dont le secteur privé local en particulier a été un objectif supplémentaire de l'atelier. L'atelier a également visé à créer des synergies entre le projet SWIM et le programme MeHSIP-PPIF avec d'autres organisations telles que la BEI et l'OCDE. L'atelier a été organisé conjointement par le SWIM-SM et le MeHSIP-PPIF.

Les résultats attendus étaient les suivants:

1. Développer les capacités des participants des pays partenaires SWIM à mobiliser des ressources pour les projets de dépollution via les IFI et le PSP
2. Échanges d'expériences entre pays par des discussions et études de cas
3. Engager un dialogue sur la mobilisation des ressources entre le secteur public, le secteur privé, les projets et les organismes représentés.

4 METHODOLOGIE DE L'ATELIER

L'atelier s'adressait à la fois au secteur public et au secteur privé local. Certains Pays disposant déjà d'une expérience dans la domaine de la mobilisation des ressources, ont néanmoins exprimé le besoin d'apprendre davantage des experts du secteur d'autres pays.

Vingt participants du secteur public et privé ont été sélectionnés. Les ministères de l'Eau, des Finances, de l'Intérieur, de la Planification et autres Agences et Conseils ont été représentés. Bien que la représentation du secteur privé fût limitée, des conseillers PPP, banquiers et conseillers techniques ont participé à l'atelier.

Les orateurs principaux, les experts et les représentants de la BEI et de l'OCDE ont présenté deux exposés pour apporter une expérience régionale et internationale. La BEI a participé en tant qu'invitée à l'atelier ainsi que pour présenter les besoins et les points de vue des IFI sur les projets bancables. La MeHSIP a présenté son expérience dans le développement de projets d'investissement dans la dépollution. Les experts SWIM ont couvert les aspects techniques du financement et l'OCDE a apporté sa connaissance et son expérience sur la mise en œuvre des projets dans la région.

La démarche a compris, outre les présentations PowerPoint, des discussions et interventions de la part des participants. Les Pays ont présenté des études de cas pertinentes pour partager les expériences locales avec le reste des participants. Les participants des précédentes expériences PPP se sont entretenus avec les experts et les participants des autres Pays sur les moyens d'améliorer les PPP. Les exposés ont illustré la théorie ainsi que les expériences sur le terrain.

Les exposés techniques, les panels, les études de cas et les discussions ont été organisés de manière à donner aux participants une vue d'ensemble des conditions requises pour mobiliser des finances pour la création d'infrastructures de dépollution, soit à travers les IFI ou en partenariat avec le secteur privé. Beaucoup de temps a été mis à disposition pour les discussions et les échanges d'expériences.



Les exposés du premier jour ont couvert tous les aspects de la mobilisation des ressources par le biais de l'IFI. Ils ont décrits les différentes phases et conditions nécessaires à la préparation d'un projet bancable, aux critères d'acquisition des fonds pour les investissements ainsi que les conditions pour le succès d'un projet lors de sa préparation, construction et fonctionnement et, enfin, les possibles sources de revenus pour couvrir les coûts d'investissement et de fonctionnement et, ainsi, combler le déficit financier. Les besoins en évaluation du projet ont également été présentés. La théorie s'est unie à la pratique avec une étude de cas égyptienne et l'expérience pratique de la MeHSIP et des spécialistes de la BEI. Chaque exposé a été suivi par des moments d'échange, de débat et de questions. Les expériences des Pays dans la mobilisation des ressources et PPP ont été présentées.

Le deuxième et troisième jour ont couvert tous les aspects des PPP pour les investissements de dépollution y compris les contextes favorables, les conditions requises au stade de la préparation du projet, les éléments principaux d'un bon contrat pour un PPP réussi, le modèle de financement, l'analyse et la rentabilité, les risques, les possibilités de partage des risques et, enfin, le rôle des différentes parties prenantes. Une expérience et théorie similaires de terrain ont été relayées par des discussions et des débats. Les évaluations PSP et un projet mis en place par le GWP-MED et l'OCDE sur la gouvernance et le financement dans une partie des Pays présents ont également été présentés et discutés.

5 PRESENTATIONS ET DISCUSSIONS

La première journée a été consacrée à la préparation de projets bancables pour un financement IFI.

La session 2 s'est intéressée au processus de demander un financement pour un. L'exposé a été présenté en commun par la BEI qui a illustré ses exigences en termes de bancabilité et par le MeHSIP qui a évoqué son expérience de préparation d'un projet sur le terrain. Les participants ont fait leurs commentaires sur la longueur du processus, les besoins d'une étude d'impact et le processus de décision à la BEI mis en place pour accepter ou rejeter les projets pour lesquels un financement est demandé.

La session 3 a vu la présentation d'une étude de cas égyptien par le MeHSIP. L'importance de cette reposité sur une restructuration des activités qui a porté à une réduction du nombre de station de traitement des eaux usées avec, à la clé, une probable réduction des coûts.

La session 4 sur le recouvrement durable des coûts s'est intéressée au concept 3T (Tarifs, Taxes, et Transferts). Les interventions des participants se sont concentrées sur un mix adéquat 3T adapté aux Pays de la région et sur la manière de combler le déficit financier.

La session 5 a été modifiée ; l'exposé est devenu une discussion animée par Monica Scatasta et son équipe. Les éléments clé pour le succès du projet ont été présentés par le panel et discutés par le public, spécialement en ce qui concerne le besoin de données par exemple sur les forages avant la conception formelle les données sociales avant le début des projets touchant les populations.

La session 6 a vu la présentation d'études de cas par la Jordanie sur les avantages des PSP principalement en termes de réduction de la consommation d'eau et d'une meilleure utilisation, par la Palestine sur la Station d'épuration des eaux usées de Gaza qui s'est concentrée sur le paquet financier utilisé pour financer la station, puis par la Tunisie sur l'expérience dans le contexte des PSP et le cadre institutionnel qui l'accompagne.

Le deuxième jour s'est intéressé à l'environnement favorable aux PSP

La session 2 a principalement concerné les leçons tirées des dialogues politiques liés aux PSP. La discussion s'est concentrée sur les options institutionnelles au niveau national comme les unités PPP,



les régulateurs, les PPP face à la privatisation, le rôle des ministères et spécialement du ministère des Finances. L'équipe OCDE et les experts présents ont expliqué les différentes options, les rôles, ce qui pourraient être de bonnes solutions. Ils ont énergiquement insisté sur le fait que les PPP ne représentent pas une solution mais bien un outil de l'infrastructure financière. Les représentants du secteur privé ont signalé le besoin d'être assurés du retour sur investissement et des bénéfices avant de s'impliquer dans le financement

La session 3 a concerné l'environnement favorable pour les PSP et illustré les évaluations PSP pour l'Égypte et le Liban. L'évaluation a présenté les situations actuelles et identifié les lacunes et les obstacles qui pèsent sur les PSP. Le projet UpM sur la gouvernance et le financement mis en place par le GWP-MED et l'OCDE a également été présenté. Les discussions ont porté sur les éléments inclus dans l'évaluation PSP, la préparation du questionnaire et la validation des résultats. Les interventions du Maroc ont présenté l'environnement favorable du PSP dans la région et les projets d'assainissement et ont été relayées par une intervention similaire de l'Algérie.

La session 4 a été laissée aux interventions/questions des participants sur les leçons tirées et les évaluations PSP.

La session 5 s'est intéressée aux étapes nécessaires à la préparation d'un projet de financement PPP. Les questions et interventions se sont concentrées sur les questions de responsabilité pour les EIA dans le contexte des projets PPP

Lors de la session 6 l'Algérie a présenté une expérience en PPP comprenant les succès et les échecs des différents contrats PPP. Israël a présenté un cas de financement d'usine de dessalement par différentes options de financement comprenant les IFI et les PPP

Le troisième jour a été consacré aux aspects techniques liés aux PPP

La session 1 a porté sur les éléments principaux d'un bon contrat PPP. Ce sujet est important pour les Pays suite aux échecs de certains PPP en raison de questions contractuelles. Jan Janssens, l'expert PPP en présentant cette session, a souligné qu'on doit parler de l'engagement du secteur privé et non de participation ou de partenariats afin que les décideurs ne confondent pas le rôle des investisseurs privés. L'objectif de cet engagement est d'arriver à une meilleure performance. Deux approches différentes à l'égard des PPP ont été discutées:

1. Project Finance Initiative (PFI) animé par la GB; il s'agit d'une répartition des risques; le prêteur sécurise les acquisitions; vert-nouveaux investissements, marron-réhabilitation des infrastructures existantes.
2. Délégation de service public (DSP) animé par la FR; travailler pour améliorer l'efficacité/l'efficience; il s'agit de responsabilités partagées.

Une approche progressive doit être utilisée pour aller des contrats de moyens aux contrats de résultats. Une note a été rédigée par la Tunisie sur le fait que le secteur privé n'est pas forcément plus performant que le secteur public.

La session 2 a présenté la faisabilité et la rentabilité des PPP en prenant comme exemple la station de traitement des eaux usées d'As-Samra en Jordanie.

Les principales questions et contributions des participants se sont concentrées sur le rôle de l'entrepreneur, la longueur et les aspects sociaux des contrats PPP affectant les coûts. Le Dr. Qutaishat a répondu qu'une bonne longueur de contrat était de 15-20 ans en tenant compte de la période de remboursement du prêt.

Session 3 L'objectif de cette session était le modèle de financement et l'expert a fourni aux participants un modèle sous format Excel qu'ils pourront utiliser pour estimer le financement de leurs



projets. L'outil excel a été fourni à tous les participants sur une clé USB contenant le matériel de l'atelier.

La session 4 a été concentrée sur les risques impliqués dans les contrats PPP et les moyens possibles pour partager les risques entre les secteurs public et privé. Il a été noté que l'engagement des compagnies d'assurances dans les PPP dans la région était très faible.

Session 5 Une carte détaillée des acteurs PPP a été présentée par l'expert et le rôle de chacun a été décrit. Les interventions de différents Pays ont décrit les contextes nationaux et l'engagement du secteur privé. Il a été noté que les compagnies d'assurance locales ne sont pas encore assez impliquées dans les PPP au niveau des infrastructures de dépollution.

La session 6 a été une session ouverte à la discussion et aux interventions par les participants et aux réponses des experts présents. Ce temps a également permis d'exprimer les sentiments par rapport à l'atelier et les réflexions concernant les futurs événements au niveau des PPP que les participants estiment intéressants et nécessaires. Un commentaire important des participants a concerné le besoin d'avoir plus de représentants du secteur privé présents lors de tels ateliers.

6 ÉVALUATION DE L'ATELIER, CONCLUSIONS ET RECOMMANDATIONS

A la fin de l'atelier, les participants ont rempli une fiche d'évaluation pour exprimer leur opinion et sentiments sur l'efficacité, l'efficience et la justesse de l'organisation et du déroulement de la formation. Les formulaires ont ensuite été analysés, afin d'en tirer les enseignements et les recommandations en vue des activités futures. Nous présentons ci-après un résumé des résultats de l'évaluation et des principaux retours des participants.

Problèmes organisationnels et administratifs avant et pendant l'atelier

Comme indiqué dans l'organigramme ci-dessous, 8 critères A1-A8 (voir tableau ci-dessous) ont été identifiés par les participants, utilisant une échelle de notation de 1 à 5, 1= « pas du tout d'accord » soit la notation la plus basse, très négative et 5= « tout à fait d'accord », soit la note la plus haute, très positive.

Tableau 1: Liste des critères A1-A8

A1	Bonne gestion des invitations, aide pour les visas, partage des informations et solution des problèmes
A2	Déroulement régulier du programme, gestion efficace des urgences et attention portée aux soucis des participants
A3	Efficacité logistique: Hébergement, transport, outils et équipement
A4	Communication efficace et efficiente des objectifs et attentes des participants
A5	Suivi efficace et efficient au stade de la préparation et des progrès avant l'événement
A6	Clarté, prise en compte suffisante des concepts, objectifs, rendements et résultats



	escomptés
A7	Problèmes de procédure: Sélection et conception de la méthodologie, programme/agenda journalier et règles de travail
A8	Les exposés ont répondu et contribué aux objectifs prévus et ont porté à une amélioration de la compréhension et de la participation aux problèmes correspondants

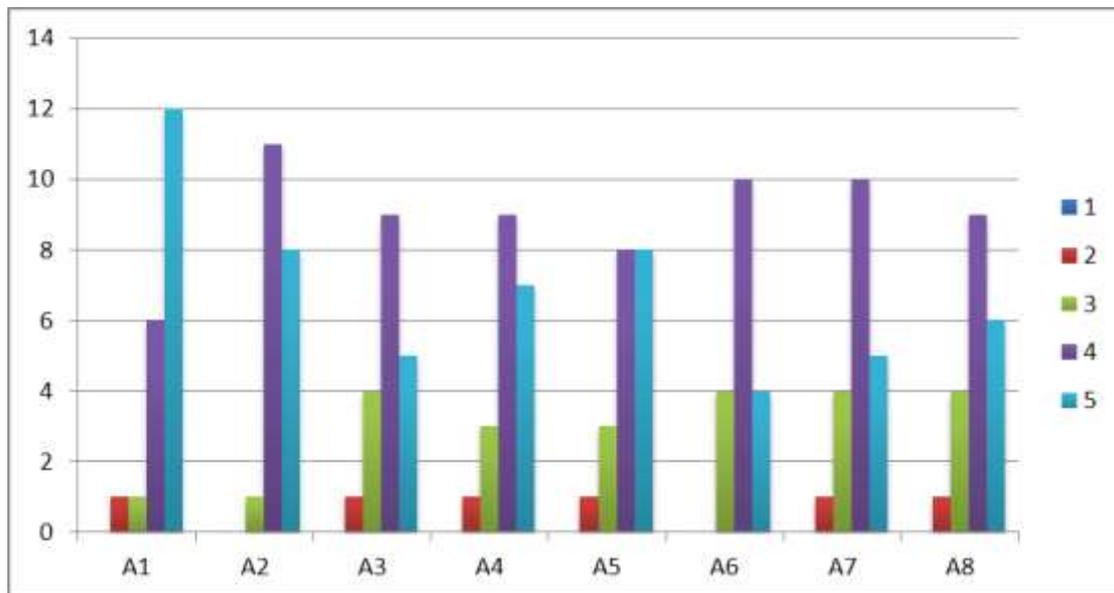


Figure 1: Niveau de satisfaction des participants concernant les problèmes organisationnels et administratifs

Comme le montrent les graphiques ainsi que le nombre important des notes 4 et 5, les participants ont été très satisfaits de la plupart des aspects liés à l'organisation du cours, sa gestion, sa conception et ses contenus.

Réalisation de l'atelier

La même échelle de notation a été utilisée pour évaluer d'autres critères; B1-B5 (voir tableau ci-dessous) concernant la réalisation de l'atelier.

Tableau 2: Liste des critères B1-B5

B1	Exposés oraux efficaces et réelle interaction avec les participants
B2	Facilitateurs efficaces
B3	Coopération et esprit d'équipe réels et efficaces
B4	Niveau acceptable de réalisation des objectifs prévus
B5	Impression générale positive des participants au niveau personnel

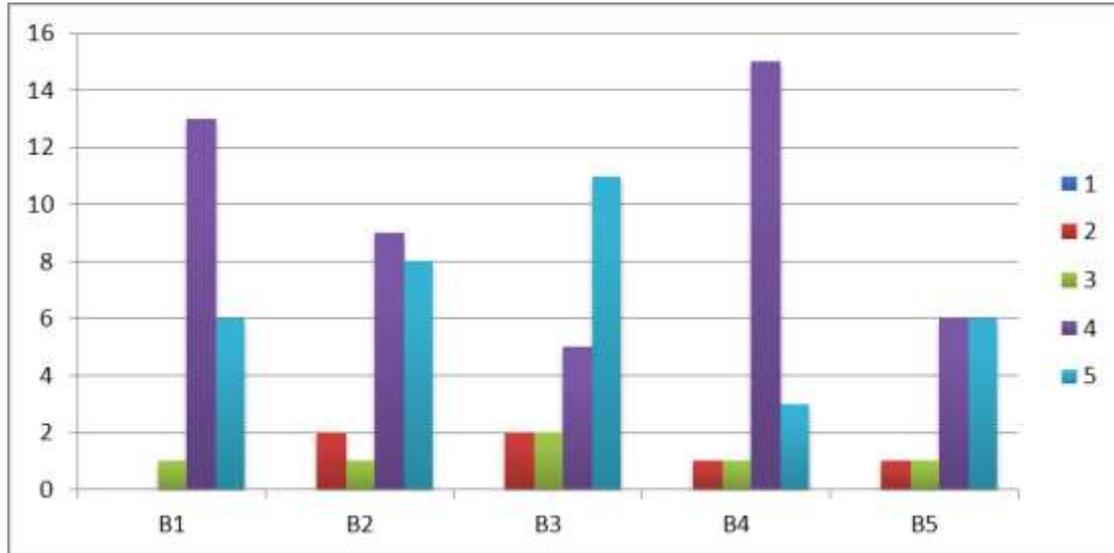


Figure 2: Niveau de satisfaction des participants liée à la réalisation de l'atelier

De la même façon, le retour des participants était encourageant avec une large majorité de notes 4-5.

Impressions personnelles et recommandations

Les participants ont été invités à s'exprimer sur les aspects qu'ils avaient appréciés le plus ainsi que sur leurs recommandations en vue de futures améliorations. Les résultats sont résumés ci-après:

Aspects le plus appréciés	Suggestions d'amélioration
➤ Intervenants	➤ Plus de présence du secteur privé
➤ Esprit d'équipe	➤ Plus de temps pour l'atelier
➤ Organisation	➤ Plus d'études de cas pour discuter d'éventuels échecs
➤ Présentations techniques	➤ Sessions sur l'identification des besoins
➤	➤ Plus de modèle de financement



7 AGENDA DETAILLE DE L'ATELIER ET DISCUSSIONS

Jour 1			
1er jour – 3 juillet 2013	Description	Durée	Méthode/Intervenant ou Formateur
Renforcer les capacités des secteurs public et privé pour mobiliser des investissements de dépollution			
Session 1	<ul style="list-style-type: none"> • Accueil et allocution d'ouverture <ul style="list-style-type: none"> • Projet MEHSIP-PPIF (exposé) • Programme SWIM-SM (exposé) • Présentation du programme de formation Introduction des formateurs et des participants, et de leurs attentes au niveau de la formation	8h45-10h	Flavia Palanza (EIB-FEMIP), Mario Aymerich (EIB), Tim Young MeHSIP-PPIF, Charbel Rizk (SWIM-SM)
Session 2	Mobilisation des ressources: Comment financer un projet	10h-11h	Tim Young (MeHSIP-PPIF), Nathalie Climence, Rugile Balzekaite (EIB)
Pause café (30min) (11h-11h30)			
Session 3	Étude de cas égyptien	11h30-12h	Tim Young (MeHSIP-PPIF)
Session 4	Récupération durable des coûts pour les investissements	12h-12h45	Monica Stacasta (EIB)
Session 5	Discussion en Panel: Gestion de projet pour un investissement réussi et outils de reporting	12h45-13h30	Monica Stacasta et son équipe et Koussai Qutaishat (exigences de reporting)
Déjeuner (1 heure 30) (13h30-15h)			
Session 6	Étude de cas de 3 expériences (3 Pays) au niveau du financement: lacunes et enjeux, le cas échéant	15h-16h	Pays
Session 7	Discussions et récapitulation de la journée	16h-17h	Tim Young, Charbel Rizk
Jour 2			
2ème jour – 4 juillet 2014	Description	Durée	Méthode/Intervenant ou Formateur



Session 1	Bref message de bienvenue et « tour de table » avec les participants du secteur privé	09h30-10h	Charbel Rizk
Session 2	Participation du secteur privé dans l'infrastructure de l'eau, leçons tirées des dialogues nationaux	10h-11h	Celine Kauffmann, Ian Hawkesworth (OCDE),
Pause café (30min) (11h-11h30)			
Session 3	Environnement favorable au PSP et différentes modalités, comprenant les études de cas de l'Égypte et du Liban Le projet <i>Governance et financement pour le secteur de l'eau méditerranéen</i> labellisé UfM	11h30-13h30	Anthi Brouma et Sarra Touzi et Julien Serre (EIB)
Session 4	Interventions des participants et discussions des exemples d'autres Pays SWIM	13h30 à 14h30	Anthi Brouma, Sarra Touzi, Celine Kauffmann, Ian Hawkesworth et Julien Serre
Déjeuner (1 heure) 14h30-15h30			
Session 5	Préparation de projets pour les PPP	15h30-16h15	Sarra Touzi
Session 6	Études de cas des Pays	16h15-17h30	Pays
Jour 3			
3ème jour – 5 juillet 2014	Description	Durée	Méthode/Intervenant ou Formateur
Session 1	Éléments principaux d'un bon contrat PPP pour l'infrastructure de dépollution	09h-9h30	Jan Janssens
Session 2	Faisabilité et rentabilité des PPP au niveau des infrastructures de l'eau avec des études de cas/ station de traitement d'As Samra	09h30-11h	Kussai Qutaishat
Pause café 30 min 11h-11h30			



Session 3	Modèles financiers pour les PPP	11:30-12:15	<i>Kussai Qutaishat</i>
Session 4	Risques et partages de risques pour les PPP	12h15-13h	<i>Jan Janssens</i>
<i>Déjeuner (1 heure 30) (14h30-15h30)</i>			
Session 5	Les rôles des différents acteurs des PSP (secteur public, banque centrale, banques commerciales, investisseurs, compagnies d'assurance) & discussion	14h30-15h	<i>Kussai Qutaishat</i>
<i>Pause Café (30min.)</i>			
Session 6	Discussion ouverte avec les participants à propos des réflexions sur l'atelier.	15h30-16h15	Tous les conférenciers présents
Session 7	Résumé de l'atelier et distribution des attestations	16h15-17h	FEMIP, SWIM-SM



8 LISTE DES PARTICIPANTS

P N	Titre	Nom	Prénom	Poste/Organisme	Pays	e-mail
1	Mme	Nora	Frioui Ziani	Adjointe du Directeur General Chargée du développement -Office National de l'assainissement	Algérie	nfrioui@ona-dz.com
2	Mme	Zaina	Oussedik Bouammar	Sous Directrice - Ministère des Ressources en Eaux	Algérie	zinaoussedik@yahoo.fr
3	M.	Jan	Janssens	NKE, SWIM-SM	Belgique	jangjanssens2009@gmail.com
4	Mme	Céline	Kaoufmann	OCDE	France	
5	Mme	Elda	Kyriakakou	Coordinatrice des évènements	Grèce	
6	M.	Stavros	Damianidis	Directeur de projet	Grèce	
7	Mme	Anthi	Brouma	NKE, SWIM-SM	Grèce	anthi@gwpmed.org
8	M.	Ali	Subah	Secrétaire général assistant du ministère de l'eau et de l'irrigation	Jordanie	Alii_Subah@mwi.gov.jo
9	M.	Dafi	Breizat	Responsable des études financières au ministère de l'eau et de l'irrigation	Jordanie	dafi_breezat@mwi.gov.jo
10	M.	Safa	El Naser	Directeur de la coopération internationale, ministère de la planification et de la coopération internationale	Jordanie	safa.el-naser@mop.gov.jo
11	M.	Hussein	Hamdan	Senior Technical Adviser GIZ	Jordanie	hussein.hamdan@giz.de
12	M.	Amer	Salman	Technologiste arabe pour la consultation économique et environnementale	Jordanie	drsalmanamer@yahoo.com
13	M.	Koussai	Qutaishat	NKE, SWIM-SM	Jordanie	koussaiquteishat@gmail.com
14	M.	Charbel	Rizk	Expert clé	Liban	
15	Mme	Maya	Chamli	Expert économique- Conseil supérieur de la privatisation	Liban	mchamli@hcp.gov.lb
16	Mme	Lea	Hakim	Responsable économique senior - UNDP Assistance technique pour la réforme fiscale et la gestion de	Liban	leah@finance.gov.lb



P N	Titre	Nom	Prénom	Poste/Organisme	Pays	e-mail
				projet		
17	Mme	Rugile	Balzekaite	Fonds fiduciaire et directeur de la division du développement des entreprises de proximité pour les opérations externes à l'UE-BEI	LUXEMBOURG	r.balzekaite@eib.org
18	Mme	Sebnem	Pala	Stagiaire, Fonds fiduciaire et directeur de la division du développement des entreprises de proximité pour les opérations externes à l'UE	LUXEMBOURG	s.pala@eib.org
19	Mme	Flavia	Palanza	Directeur de l'infrastructure euro-méditerranéenne d'investissement et de partenariat	LUXEMBOURG	f.palanza@eib.org
20	Mme	Monica	Scatasta	Responsable de la gestion de l'eau et des déchets, directeur de projet	LUXEMBOURG	m.scatasta@eib.org
21	Mme	Nathalie	Climence	FEMIP Chargé de prêts du Maghreb (Environnement et renouvelables)	LUXEMBOURG	CLIMENCE@eib.org
22	M.	Tim	Young	Chef d'équipe, MeHSIP-PPIF	LUXEMBOURG	t.young@mehsip-ppif.eu
23	M.	Ali	ABBASI	Cadre au Service de l'Eau	Marocaine	abbasi@db.finances.gov.ma
24	M.	M'hamed	JAOUANI	Chef de Service Assainissement Liquide	Marocaine	mjaouani@interieur.gov.ma Jaouani65@yahoo.fr
25	Mme	Houda	BILRHA	PhD, Ingénieur d'État grade principal, attaché à la Division Qualité de l'Eau à la Direction Recherche et Planification de l'Eau	Marocaine	houdabilrha@yahoo.fr
26	M.	Hicham	El Gueddari	Grand Enterprise Attijariwafa bank	Marocaine	h.Elgueddari@attijariwafa.com
27	M.	Sadi	Ali	Directeur de l'Autorité Palestinienne de l'Eau	Palestine - Gaza	Sali@pwa-gpmu.org
28	Mme	Laila	Eghreib	Directeur Général adjoint	Palestine - Ramallah	lsbaih@yahoo.com
29	M.	Bassam	Jaber	Directeur général, ministère des travaux publics et du	Palestine -	almajd96@yahoo.com



P N	Titre	Nom	Prénom	Poste/Organisme	Pays	e-mail
		F.S.		logement	Ramallah	
30	M.	Raed F.A.Sawaf fta	Sawafta	Responsable achats/ Autorité palestinienne de l'eau	Palestine West Bank	raed_sf@yahoo.com
31	M.	Hatem	Drine	Office National de l' Assainissement (ONAS)	Tunisie	houitem@yahoo.fr & suiviprojet.hd@onas.n at.tn
32	Mme	Sarra	Touzi	NKE, SWIM-SM	Tunisie	sarra@gwpmed.org
33	Mme	Hamida	Ourabi Ep Abderrahim	Chef de Service de la coopération internationale - Ministère des finances Tunisie	Tunisie	hamida_ourabi@yahoo.fr
34	M.	Yossef Maor	El-Ezra	Conseil du directeur général/autorité de l'eau	Israël	yossie@water.gov.il
35	M.	Gilad	Fernandes	Adjoint principal directeur général (Économie)	Israël	giladf@water.gov.il
36	M.	Yacov	Harussi	Ingénieur ADAN services techniques et économiques	Israël	kobi@adan-tech.com